

**Zeitschrift:** Schweizerische Kirchenzeitung : Fachzeitschrift für Theologie und Seelsorge  
**Herausgeber:** Deutschschweizerische Ordinarienkonferenz  
**Band:** - (1899)  
**Heft:** 8

## Heft

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 08.08.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

**Abonnementspreis:**  
 Für die Stadt Solothurn  
 Jährlich Fr. 6. —  
 Halbjährlich Fr. 3. —  
 Franco durch die ganze  
 Schweiz:  
 Jährlich Fr. 6. —  
 Halbjährlich Fr. 3. —  
 Für das Ausland:  
 Jährlich Fr. 9. —

# Schweizerische Kirchen-Zeitung.

**Einrückungsgebühr:**  
 10 Cts. die Zeile ober  
 deren Raum,  
 (6 Pf. für Deutschland).  
 Erscheint jeden Samstag  
 1 Bogen stark.  
 Briefe und Gelder franco.

## La Criminalité dans le Clergé français.

Faire sonner bien haut les scandales qui éclatent parfois dans le monde religieux, les livrer à une publicité malsaine dans le but visible de déshonorer une institution ennemie, solidariser la corporation toute entière avec quelques uns de ses membres tarés et rendre la religion elle-même responsable des fautes de ses ministres, qui ne deviennent coupables qu'en devenant infidèles à ses lois et à son esprit; telle est la tactique déloyale suivie par une presse sectaire. Les récents événements de Lille viennent d'en fournir une preuve nouvelle.

Nous ne nous attarderons pas toutefois à la discussion d'un fait particulier, sur lequel du reste la lumière n'est pas faite, mais où déjà il n'est pas téméraire de voir une odieuse et infâme manœuvre contre les congrégations religieuses; — il vaut mieux, ce semble, opposer aux adversaires une réponse générale, basée sur des observations sérieuses.

Cette réponse nous est fournie par Mr. l'abbé Georges Bertrin, agrégé de l'Université, professeur à l'Institut catholique de Paris; c'est une étude consciencieuse sur la criminalité dans le Clergé français et chez les maîtres de l'enseignement libre catholique.<sup>1)</sup>

Nous ne suivrons pas le savant professeur dans tous ses calculs; il nous suffira d'en indiquer les résultats, et de marquer les grandes lignes de son travail.

L'auteur divise son étude en deux parties; la 1<sup>re</sup> compare la criminalité du clergé séculier et régulier (à l'exception des congrégations enseignantes) avec celle des principales professions libérales; la 2<sup>e</sup> traite spécialement du personnel soit congréganiste soit laïque de l'enseignement.

Pour dresser une statistique sérieuse et pour obtenir des moyennes vraies, il faut avoir des données exactes. Le savant professeur les puise aux sources officielles, et s'il ne croit pas toujours devoir les suivre, il en avertit le lecteur et lui en donne les raisons. D'autre part, l'auteur est obligé sur bien des points de compléter les indications qu'il reçoit; c'est

<sup>1)</sup> Bulletin de la Société générale d'éducation et d'instruction, 15 novembre 1898. Paris, rue de Grenelle, 35.

ainsi que pour obtenir le nombre réel des prêtres du clergé français, il doit ajouter à la liste du ministère des Finances les nombreux ecclésiastiques non rétribués par l'Etat et qui forment cependant plus des deux cinquièmes du chiffre total: ainsi on obtient pour le clergé séculier 72,441 prêtres.

Dans le chiffre des condamnations ne figurent que celles prononcées pour crimes par les *cours d'assises*; ce sont du reste les seules que la statistique enregistre dans ses tables.

Afin d'obtenir dans ses moyennes générales la plus grande approximation possible, et d'éviter l'influence de circonstances fortuites et passagères, les recherches de Mr. l'abbé Bertrin ont porté sur une période de 30 ans, de 1864—94. Le nombre 100,000 est pris pour unité de comparaison; dans le tableau du Bulletin chaque année figure avec son chiffre spécial; ici nous indiquons seulement la moyenne générale.

**TABLEAU DES CONDAMNATIONS CRIMINELLES**  
 prononcées contre les membres des principales professions libérales dans la période trentenaire de 1864 à 1894

Professions	Total des condamnations pendant la période	Nombre de personnes composant le groupe	Moyenne annuelle par 100,000 personnes
Notaires, avocats, avoués, huissiers etc. . . . .	778	27,691	100,32
Médecins, chirurgiens, sages-femmes, pharmaciens . . . . .	306	42,579	25,64
Artistes . . . . .	222	23,636	33,50
Professeurs } congréganistes . . . . .	131	60,625	7,70
} laïques . . . . .	<sup>1)</sup> 438 (?)	110,669(?)	19,21 (?)
Clergé et congrégations . . . . .	278	232,441	4,26

Ces chiffres ont leur éloquence et sont la meilleure réponse aux attaques passionnées de la presse anticléricale. Et cependant chacun sait que, depuis 20 ans, la magistrature française ne saurait être accusée de tendresse à l'égard du clergé. « Cette classe épiée et surveillée sans miséricorde occupe donc une place privilégiée dans l'échelle de la moralité; au point de

<sup>1)</sup> Quant aux maîtres laïques, les résultats sont douteux, et pour le nombre des condamnations, à cause de la défiance qu'inspirent les chiffres des 9 dernières années, et pour le nombre des individus, qui n'est pas très sûr, et par conséquent pour la moyenne (Voir plus loin).

vue moral, elle dépasse de six fois les médecins, pharmaciens etc., de 8 fois les artistes et de plus de vingt fois les gens du palais; elle est enfin, et sans qu'un doute soit possible, l'élite morale de la nation.<sup>1)</sup>

Dans le tableau précédent, l'auteur a confondu les congrégations avec le clergé séculier; les premières comptent 130,000 religieuses. Or c'est un fait que la criminalité atteint moins les femmes que les hommes. Toutefois le clergé n'est pas seul à bénéficier de cet avantage; les autres professions, surtout celles des artistes et des professeurs, comptent aussi des femmes parmi leurs membres, et leur présence dans ces groupes rétablit l'équilibre; ainsi, pour 1894, sur 17 condamnations criminelles encourues par les membres de l'enseignement laïque, *une seule* visait une femme, et 16 atteignaient des hommes. Il n'y a donc pas, dans le fait de compter les congrégations avec le clergé, un bénéfice spécial en faveur de ce dernier. Du reste, même en ne tenant compte que des hommes, sa moyenne ne monterait qu'à 9,58, ce qui est encore un honorable avantage sur les autres professions.

La 2<sup>e</sup> partie de l'étude de Mr. l'abbé Bertrin établit une comparaison plus spéciale entre le personnel de l'enseignement laïque et celui de l'enseignement congréganiste. L'auteur, d'après les données de l'Annuaire de statistique pour 1891, auxquelles il fait quelques additions, arrive au chiffre de 60,625 pour le personnel congréganiste de l'enseignement tant primaire que secondaire et de 110,669 pour le personnel laïque de l'enseignement officiel.

Dans ses recherches, une constatation l'a frappé vivement et a excité sa défiance à l'égard des statistiques des dernières années. Tandis que les cadres du personnel laïque s'agrandissaient considérablement, le nombre des condamnations diminuait d'une manière constante, de la moitié environ; ainsi, depuis 1866, le corps enseignant laïque a plus que doublé, et en même le nombre des condamnations décroissait de moitié; le même phénomène a été remarqué pour les fonctionnaires. Cette étrange anomalie inspire à l'auteur de légitimes suspicions à l'égard des tables statistiques de l'instruction publique, et c'est pourquoi, les chiffres qu'il leur emprunte, sont accompagnés de points d'interrogation. Cependant, tels qu'ils sont, ils restent encore à l'honneur des congréganistes, ainsi qu'on peut le voir dans les moyennes ci-après pour la période 1864—1894.

	Total des Condamnations	Moyenne ann. des Condamnations pour le groupe	Moyenne des personnes composant le groupe	Moyenne annuelle des Condamnations par 100,000 personnes
Laïques . . . .	438 (?)	15,64 (?)	81,484 (?)	19,21 (?)
Congréganistes	131	4,67	60,625	7,70

<sup>1)</sup> Op. citat. p. 674.

«On voit que pour l'ensemble de la période trentenaire, malgré les chiffres suspects des dix dernières années, il (le personnel congréganiste) reste encore de deux fois et demi à trois fois supérieur aux maîtres rivaux . . .

En somme, au point de vue moral, tous ceux qui tiennent à l'Eglise, en France, gagnent beaucoup à être comparés. C'est une criante injustice que de leur opposer triomphalement le petit nombre des défaillances individuelles qui se produisent parmi eux, pour faire croire à la perversité de l'ensemble. Dans l'ensemble, ils sont l'exemple du pays; voilà la vérité, la vérité certaine, éclatante, incontestable!

Nous terminons par cette judicieuse observation de J. de Maistre, citée par l'auteur, et confirmée après bientôt cent ans par la statistique la plus rigoureuse: «La vie séculière a toujours été plus vicieuse que celle des prêtres; mais les désordres de ceux-ci ont toujours été plus remarquables par leur contraste avec la règle». (Du pape, liv. III, ch. III). F.

### Orgelspiel.

Die Orgel ist die Königin der Instrumente, und ist nach Kratschek in der Kirche mehr als geduldet; Blasinstrumente sind nur ausnahmsweise geduldet. Welchen Zweck mag denn wohl die Orgel beim Gottesdienste haben? Nur den einen, den Gottesdienst zu heben und zu verschönern. Darum ist alles, was nicht zur Hebung gehört, strenge verpönt. Orgelkonzerte mögen außerhalb des Gottesdienstes abgehalten werden, während desselben sind sie nach kirchlichem Ritus durchaus nicht zu dulden. Ich habe auf meiner Freiwanderung der Verstöße auf diesem Instrumente manche kennen gelernt. In N. wurde die Orgel in dem kleinen Kirchlein viel zu stark gespielt. An einem Sonntage, wo die Bänke bis auf den letzten Platz besetzt sind, und wo die Kleider einen großen Teil der Schallwellen auffangen, mag ein solch starkes Tönen am Platze sein. Die Orgel soll den Gesang leiten und stützen, aber nicht so stark erklingen, daß die Kinderstimmen vollständig von derselben übertönt werden. An einer andern Stelle wurde das Postludium nach dem Hochamte an einem Sonntage so wild gespielt, daß man schwerlich die Akkorde und die Harmonien in irgend einer Harmonielehre finden wird. Der Organist, es war ein Lehrer, dachte jedenfalls: „Das ist für die Bauern gut genug; was kennen die von Harmonielehre?“ Eine solche Ansicht ist unbedingt falsch. Der Organist spielt nicht für die Bauern, und darum auch nicht nach deren Geschmack, sondern er spielt zur Ehre Gottes, und deshalb hat er sein ganzes Orgelspiel nach dem Willen der Kirche einzurichten. Alles Triviale und Wilde ist nicht nur vor, während und nach dem Gottesdienste unstatthaft, sondern nach unserer Ansicht in der katholischen Kirche überhaupt zu jeder Zeit, so lange das Brennen der ewigen

Lampe anzeigt, daß hier Christus unter Brodsgestalt wohnt, zu vermeiden. Gewiß nicht jeder Organist ist Künstler von Gottes Gnaden; es ist aber auch keineswegs von der Kirche angeordnet worden, daß beim Gottesdienste künstlerische Leistungen auf diesem Instrumente vollführt werden sollen. Das Orgelspiel soll würdig sein, und es gibt eine ganze Anzahl Kompositionen, die leicht gesetzt sind, dem kirchlichen Zwecke aber ganz und gar entsprechen. Ein wildes Spielen mit allen verstimmtten Schreiregistern macht auf einen, der von Harmonie etwas Ahnung hat, einen widerwärtigen Eindruck. Allerdings ist beim Volke der Organist der Hauptbeld, der das Instrument möglichst malträtirt und mit allen Registern arbeitet. Die Requiems-Messen sollen nach kirchlicher Vorschrift ohne Orgel gehalten werden. In einzelnen Fällen ist jedoch die Orgel zur Begleitung des Gesanges zulässig. Diese Verordnung scheint nicht allenthalben bekannt zu sein, wenigstens wird sie nicht an allen Orten befolgt. Ebenso sind diese Messen nicht immer vollständig. Graduale und Tractus gehören auch wesentlich zu denselben. Es können ja die beiden Gesänge Requiem und Absolve rezitiert werden. Es thut dieses der Würde des Gottesdienstes keinen Abbruch, es macht sich in Seelenmessen vielmehr recht gut. Das Rezitieren hat etwas Ernstes, Klagen des an sich und paßt gut zu dem ganzen Charakter der Seelenmesse. Schließlich macht es noch einen häßlichen Eindruck, wenn der Organist das *Ite duplex* intoniert und der Priester singt *Ite semiduplex* oder *simplex* und umgekehrt. Im Directorium steht ja für jeden Tag die Festfeier bezeichnet und es bedarf nur eines Blickes, um die Intonation des Gloria und *Ite* herauszulesen. Wenn ich meine Erfahrungen zusammenfasse, so möchte ich alle, denen meine Worte zu Gesicht kommen, nochmals darauf aufmerksam machen, daß die Orgel nur zur Hebung des Gottesdienstes da ist, und daß somit nur Orgelstücke vortragen werden dürfen, die der Würde des Gottesdienstes entsprechen. Man bedenke wohl, es ist Gottesdienst, der schönste Dienst, den es überhaupt gibt. Die Cherubim verhüllen ihr Antlitz vor Gottes Throne und rufen unaufhörlich: „Heilig, heilig, heilig unser Herr, Gott Sabaoth!“ („Anz. f. d. kath. Geistlichkeit Deutschlands.“)

### Taufe von Kindern, deren katholische Erziehung gefährdet ist.

Der vierte und fünfte einer Anzahl der Ritenkongregation vorgelegter Fälle handelt von der Taufe der Kinder, die aus Ehen zwischen Katholiken und Ungetauften hervorgehen. In einer längern Arbeit des „Oberrheinischen Pastoralblattes“ werden klar und bündig die Prinzipien dargelegt, von welchen sich die Kirche leiten läßt, wenn es sich darum handelt, Kindern die hl. Taufe zu spenden, deren katholische Erziehung gefährdet ist. Folgendes sind diese Prinzipien:

I. Die Kirche kann sie taufen nicht nur valide, sondern

auch licite. Der Grund ist, weil sie Kinder eines ihrer Unterthanen sind, der sub gravi verpflichtet ist, seine Kinder für und in der Kirche zu erziehen. Das Recht der Kirche auf die Kinder ist, wenn auch kein direktes, da ein solches erst durch die Taufe erwächst, so doch ein indirektes, d. h. es affiziert direkt den katholischen Teil der Eltern und durch diesen die Kinder. Kommt der christliche Ehegatte seiner Verpflichtung nicht nach, dann kann absolute loquendo die Kirche ihren Anspruch auf das Kind dadurch geltend machen, daß sie ihm auch gegen den Willen des katholischen und ungetauften Teiles die hl. Taufe spendet. (cf. Liguori VI. n. 126 u. 127. Lehmkuhl, Theol. Moral. II. lib. I. Tractat. II. 83. 4.)

II. Die Kirche muß immer dann von der Taufe abstehen, wenn gar keine Aussicht auf katholische Kindererziehung vorhanden ist. *Instructio S. C. de propag. fid.* 17. April 1827. „... ut minister catholicus licite Baptismum præbeat, necessarium esse, ut probabilem spem concipiat fore, ut hujusmodi puer baptizatus possit suo tempore in vera fide instrui.“ Bucceroni *Enchir.* S. III. Der Grund ist, weil man das kleinere Uebel dem größeren vorziehen soll. Es ist aber besser, daß ein Kind ungetauft bleibe, als daß es später sakrilegisch den beschworenen katholischen Glauben abwerfe „ad maiorem sui condemnationem et catholicæ Ecclesiæ graviolem contemptum.“ (*Instr. S. O.* 27. Januar 1767.) Es ist aber nicht notwendig, daß sich mit absoluter Sicherheit eine katholische Kindererziehung prophezeien lasse, sondern es genügt die Probabilität, daß eine solche wohl erfolgen werde. Auch die nicht grundlose Befürchtung, das Kind gerate in die Gefahr, vom Glauben abzufallen, soll die Taufe nicht verhindern, wenn nur auf der andern Seite die Hoffnung besteht, es könne dieser Gefahr auf irgend eine Art vorgebeugt werden. Dann allerdings, wenn es fast sicher ist, daß der bevorstehende Abfall des Kindes auf keine Weise vereitelt werden kann, ist die Taufe zu unterlassen. (Bucceroni, *Cas. Conc.* II. S. 95.)

Wann tauft also die Kirche die Kinder, die aus einer disparitätischen Ehe entsprungen sind?

Immer dann, wenn die katholische Kindererziehung wenigstens wahrscheinlich und die Gefahr des Abfalles ausgeschlossen ist oder wohl ausgeschlossen werden kann, also:

1. Wenn wenigstens ein Teil der Eltern die Taufe des Kindes verlangt. Damit ist ja die Aussicht auf christliche Kindererziehung gegeben.

2. Wenn das Kind sich in Todesgefahr befindet und man moralisch sicher sein kann, daß der Tod erfolge. Der Tod überhebt das Kind dem *periculum perversionis*.

3. Wenn das Kind den Gebrauch der Vernunft erlangt hat und aus freien Stücken — wenn auch gegen den Willen der Eltern — die Taufe begehrt, es sei denn, daß ein begründetes Bedenken bestehe, ob es nicht nachher doch vom Glauben abfalle. (Benedict XIV. C. *Postremo mense* § 22). Sobald das Kind ja den Gebrauch der Vernunft

erlangt hat, ist es nach dem Kirchenrechte in seinen Heilsangelegenheiten selbständig.

Von höchster praktischer Wichtigkeit ist hier eine Bemerkung, die Lehmfuhl (Theol. Mor. P. II. Tract. II. n. 83) macht. Er meint: «Ex eo quod baptismus jure conferri possit et licite conferatur, nondum semper sequitur, expedire ut re ipsa conferatur. Præcipue aliquando ob stare potest periculum majus communi causæ religionis imminens.» In diesen Fällen soll darum vorher der Rat des Bischofs eingeholt werden. Selbstmächtiges Vorgehen hat schon manchen Skandal hervorgerufen und der Kirche mehr geschadet als genügt.

### Defret der Kongregation S. Concilii über die Excardination und Ordination der Kleriker.

Die Kongregation S. Concilii reguliert durch ein Defret vom 20. Juli 1898 die Bedingungen, unter welchen der Austritt (excardinatio) eines Klerikers aus seiner Diözese und die Aufnahme (incardinatio) in eine andere, sowie die Erteilung der hl. Weihen an denselben zulässig ist. Der Zweck des Defretes ist offenbar, zu verhindern, daß ungeeignete und unzuverlässige Elemente in einer fremden Diözese, wo sie unbekannt sind, leicht ankommen und dort zu den hl. Weihen zugelassen werden. Das Altstüch lautet:

A primis Ecclesiæ sæculis plura Sacra Concilia decreverunt, quod recentius confirmavit Tridentinum cap. 8, sess. 22 de reform., neminem nisi a proprio Episcopo posse ordinari.

Proprius autem alicujus Episcopus, juxta ea quæ præscribit in primis Bonifacius VIII in Sexto Decret. cap. Cum nullus, De tempore Ordin. «intelligitur in hoc casu Episcopus de cujus diœcesi est is, qui ad ordines promoveri desiderat, oriundus, seu in cujus diœcesi beneficium obtinet ecclesiasticum, seu habet (licet alibi natus fuerit) domicilium in eadem». Deinde cum consuetudo invaluerit, ut Episcopi familiares suos, etsi alienæ diœcesis, sacris initiarent, et sancta Tridentina synodus cap. 9, sess. 23 de reform. id certis sub conditionibus probaverit, obtinuit, ut tribus prioribus titulis, originis, domicilii et beneficii, quibus jus fiebat Episcopis aliquem ad ordines promovendi, quartus quoque accenseretur, scilicet familiaritatis. Cum autem de hujusmodi titulis disceptaretur, Innocentius XII app. litt. incipientibus «Speculatores» datis die 4<sup>a</sup> nov. 1694, determinavit ac constituit quo sensu et extensione iidem essent accipiendi ad eum effectum, ut quis proprius fieret alicujus Episcopi subditus, quo legitime ordinari valeret. Quæ constitutio ut suprema lex deinde habita est, eaque duce omnes quæstiones diremptæ.

Verum nostris temporibus novæ contentioni frequens se præbuit occasio. Pluribus enim in locis usu receptum est ut clerici, qui e sua diœcesi digredi et in alia sibi

sedem constituere desiderarent, excardinationem, quam vocant, id est plenam et perpetuam dimissionem a suo Ordinario peterent; eaque innixi in alia diœcesi incardinationem seu adscriptionem implorarent: qua obtenta, eo ipso ut proprii novi Episcopi subditi ad posteriores ordines suscipiendos admitterentur. Quæ agendi ratio, ubi caute prudenterque adhibita fuit, absque querelis processit, sed nonnullis in locis, ubi necessaria cautio defuit, controversiis et abusibus viam sæpenumero patefecit.

Quapropter Emmi S. C. Concilii Patres, rebus omnibus mature perpensis, præsentì generali decreto hæc statuenda censuerunt:

1<sup>o</sup> Excardinationem fieri non licere nisi justis de causis, nec effectum undequaque sortiri, nisi incardinatione in alia diœcesi executioni demandata.

2<sup>o</sup> Incardinationem faciendam esse ab Episcopo non oretenus, sed in scriptis, absolute et in perpetuum, id est nullis sive expressis sive tacitis limitationibus obnoxiam; ita ut clericus novæ diœcesi prorsus mancipetur, præstito ad hoc juramento ad instar illius quod Constitutio «Speculatores»<sup>1)</sup> pro domicilio acquirendo præscribit.

3<sup>o</sup> Ad hanc incardinationem deveniri non posse, nisi prius ex legitimo documento constiterit alienum clericum a sua diœcesi fuisse in perpetuum dimissum, et obtenta insuper fuerint ab Episcopo dimittente, sub secreto, si opus sit, de ejus natalibus, vita, moribus ac studiis opportuna testimonia.

4<sup>o</sup> Hac ratione adscriptos posse quidem ad ordines promoveri. Cum tamen nemini sint cito manus imponendæ, officii sui noverint esse Episcopi, in singulis casibus perpendere, an, omnibus attentis, clericus adscriptus talis sit, qui tuto possit absque ulteriori experimento ordinari, an potius oporteat eum diutius probari. Et meminerint quod sicut «nullus debet ordinari qui iudicio sui Episcopi non sit utilis aut necessarius suis Ecclesiis» ut in cap. 16, sess. 23 de reform. Tridentinum statuit; ita pariter nullum esse adscribendum novum clericum, nisi pro necessitate aut commoditate diœcesis.

5<sup>o</sup> Quo vero ad clericos diversæ linguæ et nationis, oportere ut Episcopi in iis admittendis cautius et severius procedant, ac numquam eos recipiant, nisi requisiverint prius a respectivo eorum Ordinario, et obti-

<sup>1)</sup> „6. Subditus autem ratione domicilii ad effectum suscipiendi ordines is dumtaxat censeatur, qui, licet, alibi natus fuerit, illud tamen adeo stabiliter constituerit in aliquo loco, ut vel per decennium saltem in eo habitando, vel majorem rerum ac bonorum suorum partem cum instructis ædibus in locum hujusmodi transferendo, ibique insuper per aliquod considerabile tempus commorando, satis superque suum perpetuo ibi manendi animum demonstraverit, et nihilominus ulterius utroque casu se vere et realiter animum hujusmodi habere jurejurando affirmet.“

nuerint, secretam ac favorabilem de ipsorum vita et moribus informationem, onerata super hoc graviter Episcoporum conscientia.

6<sup>o</sup> Denique quoad laicos, aut etiam quoad clericos, qui excardinationis beneficio uti nequeunt vel nolunt, standum esse dispositionibus const. «*Speculatores*» quæ, nihil obstante præsentis decreto, ratæ ac firmæ semper manere debent.

Facta autem de his omnibus relatione SSmo Domino Nostro per infrascriptum Cardinalem S. C. Concilii Præfectum, Sanctitas Sua resolutionem Em. Patrum benigne approbare et confirmare dignata est, contrariis quibuscumque minime obstantibus.

Datum Romæ ex ædibus S. C. Concilii die 20 Julii 1898.

A. Card. DI PIETRO, S. C. Concilii Præfectus.

† BENIAMINUS ARCH. NAZIANZENSIS, Pro Secretarius.

### Zulassung von weltlichen Fahnen innerhalb der Kirchen oder bei kirchlichen Beerdigungen.

Nach folgender Entscheidung des hl. Officiums dürfen solche Fahnen in den Nationalfarben (Landesfarben) bei kirchlichen Gottesdiensten oder kirchlichen Beerdigungen in keiner Weise zugelassen werden, auf welchen sich offenbar schlechte oder gottlose Embleme oder Abzeichen, z. B. Freimaurerabzeichen, finden; andere können bei Beerdigungen, nicht aber in den Kirchen beim Gottesdienste geduldet werden. Die betreffende Resolution lautet:

Ab hac S. Inquis. sequentis dubii solutio expostulata est, nimirum:

Utrum admitti possint vexilla, sive vexillum licet nationale, in Ecclesiis, occasione functionum religiosarum, et in adsociatione cadaverum ad cæmeterium cum funebri pompa et interventu cleri?

Responsum fuit die 3. Oct. 1887:

«Quatenus agatur de vexillis, quæ præferunt emblemata manifeste impia vel perversa, si ea extollantur in pompa funebri clerus inde recedat; si in Ecclesiam per vim inducantur, tunc si missa nondum inchoata fuerit, clerus recedat, si inchoata, post eam absolutam auctoritas ecclesiastica solemnem protestationem emittat de violata templi et sacrarum functionum sanctitate. Quatenus agatur de vexillis ita dictis nationalibus, nullum emblema de se vetitum præferentibus, in funebri pompa tolerari posse, dummodo sequantur, in Ecclesia vero non esse toleranda.»

Quid vero agendum, si vexilla dicta nationalia violententer in Ecclesiis introducantur?

Idem S. Officium, sub die 24. Nov. 1897 respondit: «detur Decretum S. Pœnitentiariæ in *Apuana* sub die 4. Aprilis 1887.»

Decretum autem sic sonat:

«Quatenus agatur de vexillis, quæ præferunt em-

blemata manifeste impia vel perversa, si ea extollantur in pompa funebri, clerus inde recedat; si in ecclesiam per vim inducantur, tunc si missa nondum inchoata fuerit, clerus recedat; si inchoata, post eam absolutam auctoritas ecclesiastica solemnem protestationem emittat de violata templi ac sacrarum functionum sanctitate. Quatenus agatur de vexillis ita dictis nationalibus, nullum emblema de se vetitum præferentibus, in funebri pompa tolerari posse dummodo feretrum sequantur; in ecclesia vero non esse toleranda, nisi secus turbæ aut pericula timeantur.»

### Ad quos pertinet.

Pro celebratione ss. Missæ sacrificii Rubricæ præscribunt, ut aliquis sacerdoti celebranti in altare assistat atque in fidelium nomine respondeat. Celebrare sine ministro et in genere peccatum mortale juxta omnes. (De filiis presbyterorum cap. 6; de defectibus in celebrat. Missæ § X). Sed tamen celebrare sine ministro excusant causæ sequentes: 1<sup>o</sup> si aliquis homo (morbundus) sine celebratione Missæ s. Viaticum accipere non possit; 2<sup>o</sup> ut populus audiat Missam de præcepto; 3<sup>o</sup> si sacerdos ipse illud præceptum sine celebratione adimplere non posset; 4<sup>o</sup> si minister assistens Missam de altare discederet. — Episcopis tamen nostris et sacerdotibus, quibus per eos communicatur, facultas est celebrandi ... sine ministro ... «*si aliter celebrare non possint.*»

Mulieres *communiter* ac etiam virgines Deo dicatæ et consecratæ monialesque in Missa ad altare ministrare non permittentur. «Prohibendum quoque est, ut nulla femina ad altare præsumat accedere aut presbytero ministrare aut infra cancellos stare sive sedere.» Cap. I de cohabitatione clericorum et mulierum. Et insuper: «Femina non immediate ministret ad altare porrigendo urceolos, etc., hoc enim non posset excusare a mortali, quia Ecclesia omnino interdicit mulieribus Celebranti ministrare.» L. VI. 392, et Decret. S. R. C., 27. Aug. 1836. — Attamen sacerdos *aliquando* celebrare potest *respondente muliere extra cancellos*, scil., si *necessitas* urgeat (L. VI. 394), uti supra dictum est apud causas excusantes celebrare sine ministro.

S. Alphonsus lenius docet, præceptum obligare tantum sub levi *Moniales* in ss. Missæ sacrificio *respondentes*, si adsit «*causa rationabilis*», atque excusat ab omni culpa «*incommodum grave*».

Sed, puto, aliquam differentiam existere inter Moniales ut tales (clausuratas) ac sorores, quæ non obligantur ad strictam clausuram, et proinde rectissime quæri debet, an talis interpretatio illius legis vel præcepti pro solis sororibus in suis conventibus permittatur?

Cæterum post hæc omnia mens ac intentio s. Ec-

clesiæ plane lucida est; et proinde sine dubio multo melius fuerit, si sacerdos celebrans semper eligat ministros masculinos. — viros vel pueros, ubicunque *possibilitas* eos habendi adest. Ac, ubi et in quo conventu deesset hæc possibilitas? Certe illa non abest, generaliter, nec in nostris monasteriis nec in seminariis. — Fiat igitur, Deo adjuvante, remedium, ubi est necessarium atque clare præscriptum a Sponsa Christi Jesu.

D. S.

## Kirchen-Chronik.

**Schweiz. Fastenmandate.** Der Fastenhirtenbrief des hochwürdigsten Herrn Bischofs Augustinus von St. Gallen behandelt die **Selbstverleugnung**. „Das Evangelium seinerseits erklärt die Selbstverleugnung als unerlässliche Notwendigkeit für den Christen. Und auf der andern Seite fehlt heutzutage in den weitesten Kreisen jegliches Verständnis für dieses Wort; es ist für Viele fast ein verschollenes Wort geworden.“ „Je nachdem man die Selbstverleugnung von einer Seite betrachtet, erscheint sie als abstoßend oder als begehrenswert. Die Heiligen haben sie ebenso sehr geliebt, wie sie von dem sinnlichen Menschen gefürchtet wird.“

Zwei Worte des Heilandes werden in dem Schreiben besprochen: „Wer mir nachfolgen will, der verleugne sich selbst“ (Luk. 9. 23) und „mein Joch ist süß und meine Bürde leicht“ (Matth. 11. 30).

Der hochwürdigste Herr Bischof Joannes Fidelis von **Chur** bespricht in seinem Fastenmandat unsere Stellung zu den **armen Seelen im Fegfeuer**. Der Gegenstand ist sehr nützlich und zeitgemäß, „denn der Unglaube, der alles Uebernatürliche und Religiöse anfeindet und bekämpft, hat es in unseren Tagen nicht an letzter Stelle auf die Entchristlichung des Begräbnisses und die Einschränkung der damit verbundenen Gebete und Uebungen der Frömmigkeit für die lieben Abgestorbenen abgesehen.“

Der erste Teil beweist, daß es ein Fegfeuer gibt; der zweite bringt die Beweggründe, die uns bestimmen sollen, den armen Seelen zu helfen; der dritte weist auf die Mittel hin, durch die wir den lieben Verstorbenen im Reinigungsorte helfen können.

**Aargau.** Dem „Basler Volksblatt“ wird geschrieben: „Unsere h. Regierung hat als staatliche Vertreter in die Prüfungskommission für römisch-katholische Theologen die hochw. Herren Pfarrer **Müller** von Laufenburg, Gerichtspräsident **Eggspühler** von Zurzach und Synodalpräsident **Dr. Wyrtsch** von Bettingen gewählt, welche sämtlich ausgesprochene Angehörige unserer Konfession und unserer Partei sind. Da der Synodalrat seinerseits zwei Geistliche in diese Kommission entsendet, so besteht dieselbe nunmehr aus drei römisch-katholischen Priestern und zwei römisch-katholischen Laien. Damit dürfte sich unser katholischer Landesteil völlig zu-

frieden geben, denn wäre diese Prüfungskommission schon von Anfang an so zusammengesetzt worden, so würde sich wohl Niemand darüber beschwert haben. Zwei unserer bekannten Postulate sind nun auf loyale Weise erfüllt worden. Das Gleiche wird ohne Zweifel seinerzeit auch mit den beiden übrigen geschehen. Die grundsätzliche aber maßvolle Politik unserer katholisch-konservativen Partei hat damit wieder einen bedeutenden Erfolg erreicht. Das Entgegenkommen von Seite der Staatsbehörden wird nicht verfehlen, auf die aargauischen Katholiken einen guten Eindruck zu machen und sie zu veranlassen, nun gemäß ihrer früher gemachten Zusage für das neue Lehrerbefoldungsgezet lebhaft einzutreten und dieser notwendigen Reform in unserm Schulwesen am nächsten St. Josefstag zum Durchbruch zu verhelfen. Diese friedliche Lösung der schwierigen Frage ist dem guten Willen beider Teile zu verdanken und wird von allen einsichtigen Leuten aufrichtig begrüßt.“

**Thurgau.** In der „Wochenzeitung“ wird Klage geführt, daß mehrere katholische Pfarreien, sechs an der Zahl, gegenwärtig unbesetzt seien. Es halte sehr schwer, rüstige und tüchtige Kräfte zu bekommen, da im Thurgau selber der Nachwuchs junger Geistlicher sparsam sei; in wenigen Jahren werde sich der Priesterangel noch mehr fühlbar machen. Anerkennend wird hervorgehoben, daß viele katholische Gemeinden den Gehalt ihrer Geistlichen ganz ansehnlich vermehrten.

**St. Gallen.** Das bischöfliche Ordinariat erläßt unterm 13. Februar ein Zirkular an die Seelsorgsgeistlichkeit, worin die Pfarrherren strikte aufgefordert werden, ihren Pfarrkindern oder Gläubigen öffentlich zu verbieten, sich wegen Zukunftsfragen mit einer gewissen vermeintlichen „Hellscherin“, **Josefa Fuchs** in Oberrittau bei Lindau in irgend welche Verbindung zu setzen.

**Italien.** Rom. Der „altkatholische Bischof“ der Vereinigten Staaten von Nordamerika, **Wilatte**, ist hier zur katholischen Kirche zurückgekehrt. Derselbe war von „Bischof“ Herzog in Bern zum Priester geweiht und von dem schismatisch-portugiesischen Bischöfe **Alvares** von Ceylon zum Bischöfe konsekriert. Er unterhielt Beziehungen zu einer Reihe hervorragender kirchlicher Persönlichkeiten in England und in Rußland. Wilatte ist 45 Jahre alt.

**Frankreich.** In der Nacht des 16. Februar ist der Präsident der französischen Republik, **Felix Faure**, an einem Schlaganfall gestorben. Die Familie berief einen Priester, welcher dem bereits Bewußtlosen die letzte Delung spendete. Seine letzten Worte sollen nach den Zeitungen gewesen sein: „Möge mir Jeder verzeihen, den ich verletzt haben könnte. Bewahret mir ein gutes Andenken!“

Im Laufe der Kammeritzung vom Montag reklamierte der sozialistische Deputierte **Déjeante**, weil man für **Faure**, der Freimaurer war, ohne ihn zu befragen, einen Priester habe holen lassen. **Legall**, der Bureauchef des Kabinetes **Faures**, gab darauf auf Ehrenwort die Versicherung ab,

daß Faure bei vollem Bewußtsein nach einem Priester geschickt habe und dies zweimal wiederholte. Déjeante verlangte, daß die Beerdigung rein ziviler Natur sein solle. Sein Antrag wurde jedoch mit 444 gegen 68 Stimmen verworfen.

Der offizielle Trauerzug sammelte sich in der Notre-Dame-Kirche.

Dem Nachfolger Faure's auf den Präsidentenstuhl, Emil Loubet, haben vor 7 Jahren der Pfarrer von Montélimar, sowie der Bischof ein gutes Zeugnis ausgestellt. Sie bezeugten, daß er seine Kinder religiös erziehe, daß seine Familie und seine Anverwandten alle gute Christen seien, daß er selbst die Kirche besuche und mit der Geistlichkeit seiner Heimat in guten, freundschaftlichen Beziehungen stehe.

### Kleinere Mitteilungen.

**Eine Herz-Jesu-Vitanei.** Der Bischof von Marseille richtete an die hl. Riten-Kongregation ein Gesuch um die Erlaubnis, beim öffentlichen Gottesdienste eine gewisse, in seiner Diözese übliche Herz-Jesu-Vitanei benützen zu dürfen. Als Grund gab er an, jene Vitanei sei bei Klerus und Volk so sehr beliebt, besonders weil durch dieselbe im Jahre 1720 die Befreiung der Stadt von der Pest erflacht worden sei. Die hl. Kongregation prüfte die Vitanei, fügte ihr, damit die Zahl 33 zur Erinnerung an das Erdenleben Christi erreicht werde, noch sechs Anrufungen bei und approbierte sie dann durch Dekret vom 27. Juni v. J. für den öffentlichen Gebrauch in den Diözesen Marseille, Autun und in der Genossenschaft von der Heimführung.

### Litterarisches.

**Das Leben der Heiligen,** reich illustriert, mit 12 Aquarellimitationen und mehr als 1000 auf das Leben der Heiligen bezüglichen Kompositionen. Mit einem Begleitworte Sr. Gnaden des hochw. Herrn Augustinus Egger, Bischof von St. Gallen. Einsiedeln 1899, bei Benziger & Cie. In 12 monatlichen Lieferungen zu 3 Mk. (Fr. 3. 75.)

Das uns in den ersten zwei Lieferungen vorliegende Prachtwerk aus der Feder von Monsign. Dr. Franz Hergenröther (Bruder des verstorbenen Kardinals) wird in dem bischöflichen Begleitworte als eine hervorragende Leistung begrüßt. Die Heiligenbiographien sind kurz und gedrängt und verraten den Historiker, erreichen aber nichtsdestoweniger den Zweck durchaus; das Leben der Heiligen selber ist schon Ermahnung und Predigt, so daß längere Exhorten nach dem Leben eines jeden der Helden Gottes nicht vermist werden. In einfacher, edler Sprache werden die Hauptzüge aus dem Leben der Heiligen trefflich hervorgehoben; das Werk befriedigt Gebildete und Volk. Der Preis ist gar nicht hoch zu nennen, wenn man die Gediegenheit und den künstlerischen Wert der Ausstattung in Betracht zieht.

Der Text ist mit Darstellungen aus dem Leben der Heiligen umrahmt; die vorzüglichen Aquarellimitationen sind sehr erbauliche, religiös erhebend wirkende Darstellungen von künstlerischem Wert. Wir empfehlen es dem Klerus als eine ausgezeichnete Fundgrube für den katechetischen Unterricht und das Predigtamt.

**Neues Andenken an die erste hl. Kommunion.** Von Historienmaler **F. D. Commans.** Bildfläche 23/21,5 cm; Papiergröße 44,5/32 cm. Preis: einzeln 25 Pf.; 50 Stück 12 Mk.; 100 Stück 22. 50 Mk. Köln, Verlag von J. P. Bachem.

Ein wahres Kunstwerk bietet uns hiemit der Verlag von Bachem in Köln. In der Mitte steht der göttliche Heiland; zu seinen Seiten knien die Gottesmutter und he. Joseph. Prachtige Engelsgestalten schmücken den obern Teil des Bildes. Das Ganze erstrahlt in überaus geschmackvollem Farben- und Golddruck.

\* \* \*

### Kirchenmusikalisches.

**Erste,** sehr kurze und leichte Messe für a. Sopran und Alt, b. Sopran, Alt und Baß, c. Sopran, Alt, Tenor und Baß mit obligater Orgelbegleitung. Opus 10. **Zweite** sehr kurze und leichte Messe für gemischten Chor (Tenor nicht obligat). Opus 11. **Dritte** kurze Messe für 4stimmigen gemischten Chor mit obligater Orgelbegleitung. Von **P. Bonifaz Graf,** O. S. B. Einsiedeln, 1898. Benziger & Cie. Preis jeder der drei Messen Fr. 1. 50. Einzelne Stimmen 15 Cts.

Da der hochw. P. Verfasser auch schwachen Landchören etwas bieten will, schwebten ihm folgende Grundsätze vor: 1. Die größte Kürze bei textueller Vollständigkeit. 2. Die Berücksichtigung auch unvollständiger zwei- und dreistimmiger Chöre. 3. Die größte Beschränkung in Umfang, Modulation und Rhythmus der Stimme wie des Orgelsatzes wenigstens bei den zwei „sehr leichten“ Messen. 4. Bei allem kirchlichen Ernst nicht allzu große Steifheit, sondern vielmehr eine gewisse Gefälligkeit für das Gehör und Leichtigkeit der rhythmischen Bewegung.

Nach fachmännischem Urteil (Domkapellmeister Stehle in St. Gallen, P. Anton Schnyder in Engelberg, Direktor Breitenbach in Luzern) haben die Kompositionen diesen Zweck erreicht und sind zu empfehlen.

**Orgelbegleitung zum katholischen Gesangbüchlein** von **Bonifaz Graf,** O. S. B. Einsiedeln, 1898. Benziger & Cie. Preis Fr. 2.

Die „Kirchenzeitung“ hat in Nr. 30 des letzten Jahrganges das treffliche Gesangbüchlein von P. Bonifaz Graf empfohlen. Die Orgelbegleitung dazu wird neuerdings zur Hebung des Volksgefanges das ihrige beitragen, denn eine Stütze des Gesanges ist für manche Verhältnisse wünschenswert. Der billige Preis wird zur Verbreitung ebenfalls beitragen. Es sei bei dieser Gelegenheit das Gesangbüchlein selber wiederum empfohlen!

# Der Gang ins Kloster

von Prof. Wipfli, 2. Auflage.

Für Kirchen-Arbeiten

in den verschiedensten Stein- und Marmorarten  
als:

**Altäre, Säulen, Taufsteine etc.**

32<sup>62</sup> empfiehlt sich

**Herm. Adler-Stüdely,**  
Langendorf (Solothurn).

Marmorindustrie mit Wasserkraft. — Zeugnisse über gelieferte Arbeiten stehen zu Diensten.

Für die Fasten- und Passionszeit empfehlen wir:

## „Via sanctæ crucis. Kreuzweg-Andacht“

herausgegeben von Prior Schuler in Freiburg (Schweiz). Lateinischer und deutscher Text neben einander. Einzeln 30 Cts., dugendweise Fr. 3.

(„Geistliche und Laien, die, obgleich vielbeschäftigt, dennoch die Kreuzweg-Andacht jeden Tag verrichten und der reichen Stationen-Abfolge sich teilhaftig machen wollen, werden sich dieser eben so anmutigen und kurzen als gehaltvollen Denksprüche — im Verstande des Stabat Mater — gewiß sehr gerne bedienen.“)

Buch- & Kunst-Druckerei „Union“, Solothurn.

Soeben erschien:

## Der Psalter.

17

Dichtung von Ad. Jos. Cüppers.

Mit 15 Bildern des hl. Rosenkranzes und einem Titelbild: „Der hl. Dominik erhält den Rosenkranz“, in Lichtdruck. 93 Seiten in zweifarbigen Druck. 8<sup>o</sup>. Gebunden: In engl. Moiré-Beinwand, Goldpressung, Goldschnitt Fr. 2. 50.

Zu beziehen durch alle Buchhandlungen, sowie von der

Verlagsanstalt Benziger & Co. J. G. in Einsiedeln, Waldshut, Köln.

## St. Ursen-Kalender pro 1899.

Reichhaltiger, gediegener Inhalt. Viele schöne Illustrationen. Bei Abnahme von 1/2 Duzend an zu bedeutend reduziertem Preis, so lange Vorrat.

Buch- und Kunst-Druckerei Union,  
Solothurn.

Die Buch- und Kunst-Druckerei Union hält für alle römisch-katholischen Pfarrämter stets zu billigen Preisen vorrätig: weiße Couverts mit ausgedruckter Adresse der bischöflichen Kanzlei in Solothurn.

## Oel,

per Liter zu Fr. 1. 10 für Ewiglicht, Patent Guillon, liefert in vorzüglicher Qualität  
Franz Benziger, z. Schwert,  
Einsiedeln.

16<sup>3</sup> Garantie: Zurücknahme.

## N. Bättig, Blumenfabrik, Sempach.

Obige Firma, eine der ältesten in dieser Branche, empfiehlt sich der hochw. Geistlichkeit, sowie den Wohlthätern und Freunden des Kirchenschmuckes zur Anfertigung von Bouquets, Kränzen, Guirlanden etc. zu kirchlichen Zwecken. — Bestandteile werden ebenfalls geliefert. Geschmackvolle und solide Ausführung wird zugesichert. 626

## Kirchen-Teppiche.

Neueste Sachen in gotischem und romanischem Styl, billigst bei

## J. Bosch,

Mühlenplatz, Luzern

Muster franco. 12<sup>10</sup>

In der Buch- und Kunst-Druckerei Union in Solothurn zu haben:

## Der Alerus und die soziale Frage.

Moral-soziologische Studie von Professor Dr. Jos. Scheicher.

II. Auflage. Preis Fr. 3. 20.

In der Buch- und Kunst-Druckerei Union in Solothurn ist zu beziehen:

## Erinnerungen aus meinem Leben mit einem Anhang von Predigten von

Melchior Schlumpf,

ehemaliger Domherr und bischöf. Kommissar, Dekan und Pfarrer in Steinhausen; herausgegeben von Karl Josef Schlumpf, Pfarr-Reginat, in Mellingen.

Preis Fr. 1. —

## Manual Applicationen

für Jahrzeitstiftungen

(5 div. Formulare)

liefert in beliebigen Bogen, event. auch solid gebunden Buch- und Kunst-Druckerei Union.